

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury BP 60723
41007 Blois Cedex

Parçay-meslay, le 28/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Aalberts Surface Technologies

Chemin des Roses
41170 Cormenon

Références : VAT20240292
Code AIOT : 0010001766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans l'établissement Aalberts Surface Technologies implanté Chemin des Roses 41170 Cormenon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le samedi 24 février 2024 un incendie s'est déclaré au niveau du bâtiment 4, d'une superficie de 1040 m² et abritant 3 chaînes de traitement de surface. Le bâtiment a été totalement ruiné par l'incendie.

Une visite d'inspection réactive a été réalisée suite à cet incendie le 26/02/2024 et un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été pris le 27/02/2024.

L'objet de la présente visite est le recollement de cet arrêté préfectoral de mesures d'urgence.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aalberts Surface Technologies

- Chemin des Roses 41170 Cormenon
- Code AIOT : 0010001766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Installations de traitements de surfaces des métaux - SEVESO Bas

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures immédiates conservatoires (prélèvements)	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Remise rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Remise en service	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Diagnostic sur l'impact environnemental	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 5-I	/	Demande d'action corrective	15 jours
7	Diagnostic sur l'impact environnemental	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 5-II	/	Demande d'action corrective	1 mois
8	Gestion des eaux d'extinction	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Gestion des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024,	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 7			
10	Surveillance des systèmes de traitement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures immédiates conservatoires (mise en sécurité)	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 2	/	Sans objet
3	Remise de la fiche accident "Barpi"	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 3	/	Sans objet
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures immédiates conservatoires (mise en sécurité)

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité des installations
Prescription contrôlée : I – L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • mettre en sécurité les installations du site : surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès, clôture du site, etc., signalisées de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels, etc.). En particulier, les accès à l'établissement

<p>sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site. Une surveillance humaine du site est effectuée en permanence ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place les mesures nécessaires à la mise en sécurité du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le site est clôturé et les accès sont fermés en permanence. - il y a la présence d'agents de sécurité en permanence. <p>Un renforcement nécessaire du bâtiment 1 bis, situé à proximité du bâtiment 4 touché par l'accident a été réalisé selon les recommandations du rapport d'expertise structure réalisé par la société ISER.</p> <p>La zone sinistrée est signalée et délimitée par de la rubalise.</p> <p>[Pdc n°1] : ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mesures immédiates conservatoires (prélèvements)

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements conservatoires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I – L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • réalisation de prélèvements conservatoires dans l'environnement sur site des différentes matrices suivantes et sur les paramètres HAP, dioxines et métaux : • sol et végétaux : sauf impossibilité technique dûment justifiée, des prélèvements de sol sont réalisés au plus près du foyer de l'incendie et à distance croissante sous le panache de fumées pour un incendie modélisé par la cellule d'appui en situation d'urgence et placé en annexe; • eaux d'extinction : prélèvements dans le bassin de rétention ; • prélèvement d'eaux superficielles dans la Grenne, en amont et en aval.
<p>Constats :</p> <p>Des prélèvements ont été réalisés dans la Grenne le 24/02/2024.</p> <p>L'exploitant a transmis un plan de prélèvement pour la réalisation des prélèvements conservatoires dans l'environnement à l'inspection le 05/03/2024. En retour l'inspection a demandé à l'exploitant le 06/03/2024 de :</p>

- compléter les analyses par d'autres produits de décomposition à identifier au regard des FDS (fiches de données de sécurité) des produits touchés par l'incendie
- réaliser des analyses dans les pâtures
- éloigner la zone témoin (1km)
- réaliser des prélèvements près d'habitations à proximité du site.

L'exploitant a transmis un plan de prélèvement qui tient compte de ces remarques. Les prélèvements ont débuté sur les matrices sols et végétaux hors site et étang situé au nord, le 12/02/2024 pour une durée de 1 semaine.

Des prélèvements sur site, dans les bassins stockant les eaux d'extinction et dans l'étang présent sur site ont été réalisés la semaine 10. Des prélèvements dans les eaux souterraines du site ont été réalisés le 12/03/2024.

Tous ces prélèvements feront l'objet d'analyses sur les paramètres HAP, dioxines et métaux. L'exploitant a indiqué qu'il analysera les produits de décomposition dans un second temps le cas échéant.

[Pdc n°2] : L'exploitant poursuivra la mise en œuvre du plan de prélèvement et transmettra les résultats d'analyses à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 2] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15jours

N° 3 : Remise de la fiche accident "Barpi"

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Fiche accident "Barpi"

Prescription contrôlée :

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, une fiche « incident » [...] sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.

Ils comportent, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- la fiche « accident » transmis par l'inspection des installations classées.

Constats :

<p>La fiche accident a été transmise à l'inspection des installations classées le 29/02/2024.</p> <p>[Pdc n°3] : ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Remise rapport d'accident

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rapport accident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, [...] un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ils comportent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les circonstances et la chronologie de l'événement ; • l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ; • les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ; • la fiche « accident » transmis par l'inspection des installations classées. <p>Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'accident comprenant notamment l'analyse des causes et des conséquences de l'accident et les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme n'a pas été transmis à l'inspection.</p> <p>Toutefois, l'exploitant a transmis en mars 2024 une étude relative au départ de feu sur le laveur de gaz du bâtiment n°4, présentant deux causes possibles du départ de l'incendie, et il a proposé des actions pour détecter un éventuel échauffement au niveau du moteur du ventilateur des laveurs du site.</p> <p>[Pdc n°4] : L'exploitant transmettra le rapport d'accident, comportant en particulier l'analyse des causes profondes de l'accident ainsi que les mesures prévues pour éviter la survenue d'un évènement similaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat [Pdc n° 4] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15jours

N° 5 : Remise en service

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 4
Thème(s) : Autre, Reprise des activités
<p>Prescription contrôlée : En application de l'article R.512-70 du code de l'environnement, la reprise des activités du site est subordonnée à la production des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> •un descriptif des conditions de redémarrage, d'exploitation et de surveillance de l'installation ; •un état de conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2005 modifié. En cas d'écart éventuel, celui-ci doit être justifié, consécutivement à l'incendie et assorti de mesures compensatoires dans l'attente de la mise en conformité dont le délai doit être justifié ; •la justification du bon état des installations (structure, charpente, toiture, installations électriques) et des équipements de sécurité (extincteurs, RIA, DAI, murs coupe feu, portes coupe-feu) ; •une mise à jour de l'étude des dangers adaptée à la configuration d'exploitation proposée et justifiant la suffisance et la disponibilité des moyens de protection en cas d'incendie (ressource en eau et en mousse, désenfumage...) intégrant notamment le scénario présumé de l'accident sur les autres bâtiments équipés d'un laveur. <p>Dans le cas où la reprise s'effectue par étape, avec donc une reprise d'une partie des activités sur une partie du site, les éléments justificatifs concernent l'activité et la partie du site concernée par la reprise.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il envisage une reprise partielle des activités le 18/03/2024 sur les chaines non impactées et sécurisées en l'occurrence le bâtiment 1 bis, le bâtiment 1 et le bâtiment 2&3. L'espace de la porte détruite entre les bâtiments 4 et 1bis a été fermé par un bardage métallique pour la mise en sécurité du bâtiment avec l'extérieur.</p> <p>Pour ce faire il indique qu'il a passé les commandes pour les opérations de consignations et déconsignations des installations électriques, gaz, eaux, système de détection. L'exploitant indique que les commandes ont été passées pour la réalisation des contrôles des installations de gaz, d'aspiration, désenfumage, installations électriques et système de détection incendie. Le jour de l'inspection des travaux sur les installations électriques étaient en cours. En effet, les utilités du bâtiment 4 ont été isolées du reste du site.</p> <p>L'exploitant indique également qu'une commande est passée pour la décontamination des suies de des bâtiments. L'ensemble des bords des bâtiments 1 bis, 1 et 2&3 a également été remplacé.</p> <p>Enfin l'exploitant indique qu'il a une réunion de travail avec son bureau d'étude le 18/03/24 pour la mise à jour de l'étude de dangers.</p>

[Pdc n° 5] : Dans le cadre de la demande de reprise partielle des activités, l'exploitant transmettra les éléments suivants :

- un descriptif des conditions de redémarrage, d'exploitation et de surveillance de l'installation ;
- un état de conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2005 modifié. En cas d'écart éventuel, celui-ci doit être justifié, consécutivement à l'incendie et assorti de mesures compensatoires dans l'attente de la mise en conformité dont le délai doit être justifié ;
- la justification du bon état des installations (structure, charpente, toiture, installations électriques) et des équipements de sécurité (extincteurs, RIA, DAI, murs coupe feu, portes coupe-feu) ;
- une mise à jour de l'étude des dangers adaptée à la configuration d'exploitation proposée et justifiant la suffisance et la disponibilité des moyens de protection en cas d'incendie (ressource en eau et en mousse, désenfumage...) intégrant notamment le scénario présumé de l'accident sur les autres bâtiments équipés d'un laveur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 5] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15jours

N° 6 : Diagnostic sur l'impact environnemental

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 5-I

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de prélèvement

Prescription contrôlée :

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées un diagnostic, établi par un organisme compétent, de l'impact du sinistre sur le site et sur l'environnement.

Ce diagnostic est réalisé en 3 phases.

I – Élaboration d'un plan de prélèvement et transmission au préfet et à l'inspection des installations classées.

Le plan de prélèvement doit notamment comporter :

a)un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés / impactés par l'accident;

b)une évaluation de la nature et des quantités de produits et de produits de décomposition / de dégradation susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement (air, eau, sol, etc.) compte-tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans le sinistre et des conditions de développement de l'accident qui ont pu être observées.

c)la détermination de la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles et des enjeux en

présence ;

S'agissant des rejets à l'atmosphère, l'exploitant justifie la détermination de ces zones par une modélisation des retombées atmosphériques liées à l'accident ou a minima par les informations météorologiques officielles constatées pendant toute la durée de l'évènement (direction et force des vents, pluviométrie) ;

d)un inventaire des cibles et enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre en particulier : habitations, établissements recevant des personnes sensibles (enfants, personnes âgées, etc.), zones de cultures maraîchères, zones d'autoculture, zones de pâturage, présence de bétails, de sources et de captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...ainsi que les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation (schéma conceptuel) ;

e)une proposition de plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées en c) et en d) ci-dessus. Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées) ; Le plan de prélèvement s'appuiera sur la méthodologie développée par l'INERIS dans son rapport « Stratégie de prélèvements et d'analyses à réaliser lors d'une expertise post-accidentelle – cas de l'incendie » DRC-09-93632-01523A du 05 octobre 2009 ;

f)la justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions atmosphériques et/ou aqueuses du sinistre. Ils concernent a minima : HAP, Dioxines, Métaux.

Constats :

L'exploitant est encore en cours de réalisation des prélèvements dans le cadre des mesures conservatoires. Suite à la réception des résultats de ces analyses, l'exploitant transmettra un nouveau plan de prélèvements afin de préciser l'impact environnemental et sanitaire de cet évènement.

De plus, au regard des résultats des mesures conservatoires, la liste des substances recherchées pourrait être complétée, Le plan de prélèvement dans le cadre du diagnostic devra intégrer l'ensemble des polluants, les enjeux et voies de transfert. Cela impliquera donc de nouveaux prélèvements.

Suite à ce diagnostic, un plan de gestion pour la dépollution et compatibilité des usages sera à proposer, le cas échéant.

[Pdc n°6] : Suite à la réception des résultats d'analyses des mesures conservatoires, l'exploitant transmettra un diagnostic, établi par un organisme compétent, de l'impact du sinistre sur le site et sur l'environnement, tel que prévu à l'article 5 de l'arrêté de mesures d'urgence du 27/02/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 6] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations

classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15jours

N° 7 : Diagnostic sur l'impact environnemental

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 5-II
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant remet à l'inspection des installations classées un diagnostic, établi par un organisme compétent, de l'impact du sinistre sur le site et sur l'environnement.</p> <p>Ce diagnostic est réalisé en 3 phases.</p> <p>[...]</p> <p>II – L'exploitant met en œuvre le plan de prélèvements défini en application de l'article 5-I, modifié pour tenir compte des éventuelles remarques formulées par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>[Pdc n°7] : Les éléments demandés par l'article 5.II de l'arrêté de mesures d'urgences du 27/02/2024 n'ont pas encore été mis en œuvre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 7] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 8 : Gestion des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux d'extinction doivent faire l'objet d'analyses en fonction des substances pertinentes identifiées dans le diagnostic demandé à l'article 5-I a), b) et c).</p> <p>L'exploitant fournit les justificatifs d'élimination des eaux d'extinction dans les filières autorisées.</p> <p>L'exploitant procède également à un curage des réseaux et des bassins/rétentions ayant acheminé et contenu les eaux d'extinction d'incendie.</p>

Constats :

Les 2 bassins de rétention, qui récupèrent également les eaux pluviales sont toujours équipés des obturateurs (pas de communication avec la Grenne). Aussi, en cas de pluie ils sont pompés et l'eau est stockée en GRV de 1000 litres. Sur le site, à proximité de la zone de stockage des déchets, sont stockés 500 GRV de 1000 litres contenant des eaux d'extinction.

Les bassins de rétention ne sont pas tous vidés. Le bassin de décantation de 100 m3 est encore rempli des eaux d'extinction. Il reste également environ 200 m3 dans le bassin situé sous la station qui est en cours de vidange.

Le site dispose également de 5 rétentions de 30 m3, mis à disposition par la société SARP, en attente d'évacuation des eaux d'extinction.

L'évacuation des eaux d'extinction en centre spécialisé est en cours. Le volume d'effluents à évacuer et à traiter est estimé à 1000 m3. Les admissions en centre spécialisé ont été limitées à 1 camion de 23 m3/jour jusqu'au 12/03/2024, date à partir de laquelle les évacuations peuvent être de 2 camions de 23 m3/jour.

[Pdc n°8] : L'exploitant fournira les justificatifs d'élimination des eaux d'extinction dans les filières autorisées.

L'exploitant procédera également à un curage des réseaux et des bassins/rétentions ayant acheminé et contenu les eaux d'extinction d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 8] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15jours

N° 9 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable).

L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie

Constats :

Les déchets solides issus de la ruine du bâtiment 4 sont toujours en place. L'exploitant a indiqué avoir passé la commande pour la démolition du bâtiment (qui devrait avoir une durée d'environ 1 mois), mais celle-ci est soumise à permis de démolir.

<p>[Pdc n°9] : L'exploitant transmettra au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets (solide et liquide) présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable).</p> <p>L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 9] formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15jours</p>

N° 10 : Surveillance des systèmes de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, systèmes de traitement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 14/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. <p>L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport DEKRA du 2 novembre 2023 de mesures de vitesse et débit d'air des laveurs de gaz.</p> <p>Néanmoins, ce rapport est surtout utile pour la partie « ambiance de travail » en référence au code du travail.</p> <p>Il mentionne les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bat 1bis laveur 4 ligne P42 : mention d'encrassement - bat 1bis laveur 4 ligne P43 : mention d'encrassement - en page 32 du rapport concernant la ventilation générale, il est mentionné au niveau du local ATEX malaxeur peinture un risque d'explosivité et un risque pour les salariés (inhalation) : "Le réseau aéraulique est complètement à revoir. Les gaines ne sont pas raccordées à l'extracteur, les

vapeurs sont rejetées directement dans le local : risque très important d'inhalation de polluants chimiques par l'opérateur et d'explosivité. De plus on observe un refoulement de l'atmosphère dans les locaux adjacents (pas de mise en dépression)."

De plus l'exploitant a transmis un rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge réalisé par Bureau Véritas le 22/12/2023. Ce rapport indique « aucun échauffement anormal ni aucune anomalie sur l'ensemble des moteurs et installations électriques énumérées dans le rapport ».

[Pdc n°10] : L'exploitant doit préciser les actions correctives mises en œuvre pour répondre aux éléments mentionnés dans le rapport DEKRA de novembre 2023 de mesures de vitesse et débit d'air des laveurs de gaz.

L'exploitant doit également préciser quels sont les moteurs correspondants aux ventilateurs d'extraction associés aux différents laveurs de vapeur des gaz dans le rapport Bureau Véritas du 22/12/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 10] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15jours

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 14/03/2024

Prescription contrôlée :

L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n°88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C ou aux normes européennes équivalentes qui lui sont applicables.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement.

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute

défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.
La mise à la terre est effectuée suivant les normes en vigueur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les éléments justifiant des actions mises en œuvre pour lever les 3 anomalies de niveau 2 dans le bâtiment 4 mentionnées dans le rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge Q19, pour une intervention du 19/12/2023 réalisé par Bureau Véritas.</p> <p>[Pdc n°11] : ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite